

Jean-François GOSSIAUX

[gossiaux@msh-paris.fr](mailto:gossiaux@msh-paris.fr)

IIAC/LAIOS

<http://halshs.archives-ouvertes.fr/IIAC>

## Le troupeau et les camions

### Processus de transition chez les éleveurs d'Aga

A paraître, ouvrage collectif sous la direction d'André Bourgeot

Résumé - Si la fin du système socialiste a entraîné, dans le district bouriate d'Aga (Sibérie méridionale) comme dans d'autres régions de l'ex-URSS un effondrement global de l'élevage, les structures collectives qui organisaient celui-ci n'ont pas ici été systématiquement démantelées, et ont même fait l'objet d'une politique de maintien au moins partiel. L'article s'attache à deux localités du district, l'une où le kolkhoze a été conservé, l'autre où la privatisation a été totale, afin de comparer la façon dont la survie villageoise s'y est organisée.

Au delà du constat dans les termes de l'immédiat, se pose la question de la pertinence, en l'occurrence, du concept de transition. Passe-t-on d'un système à un autre, ou à d'autres, dotés d'une cohérence minimale et potentiellement pérennes ? Quel est le rapport entre le collectif maintenu et la production privatisée ? Dans un cas, le kolkhoze sert de point d'appui au développement de certaines exploitations agro-pastorales privées. Et sur ces exploitations elles-mêmes se greffent des formes d'activité opportuniste liées à la proximité de la frontière chinoise, au point où l'on voit apparaître quelques figures d'entrepreneurs locaux. Dans l'autre, à l'inverse, l'expérience volontariste de privatisation systématique et formalisée n'a fait émerger qu'une économie d'élevage fortement atomisée et largement informelle. Parallèlement s'y est mis en place, sur la base des allégeances politiques et des liens de parenté, un réseau de captation des aides et des emplois publics qui alimente le village en revenus relativement réguliers. Dans les deux cas, on peut constater que, si transition il y a, on est loin d'une économie locale de marché. L'un et l'autre se caractérisent par un primat du politique ou, en d'autres termes, par un « encastrement » (*embeddedness*) de l'économique dans le politique.

Mots-clés : élevage, kolkhoze, transition, bouriate

La disparition de l'Union Soviétique a marqué la fin du socialisme et la Russie est passée au capitalisme, sur fond de mondialisation et de généralisation du néo-libéralisme...

Les changements sociaux, économiques, politiques s'appréhendent en termes de systèmes globaux, dans le discours médiatique comme dans les grands récits scientifiques. La fin proclamée des idéologies n'a pas rendu caduques les *-ismes.*, non plus que celle (parfois) annoncée de l'histoire Dans quelle mesure ces concepts généraux rendent-ils compte de ce qui constitue *volens nolens* la « vérité » de l'anthropologue, c'est-à-dire la réalité du terrain ? La question va au delà des oppositions convenues entre général et particulier, global et local, ou encore *macro* et *micro*. Elle est celle de l'existence de systèmes spécifiques au sein d'un système englobant, dont ils ne constituent pas forcément de simples « sous-systèmes ». Elle est celle de leur articulation avec celui-ci, de leur insertion et, au bout du compte, elle ressortit à la problématique de la soumission (de la *subsumption*) formelle ou réelle<sup>1</sup>. Comment *hic et nunc* vit-on, ou survit-on, dans un univers en « transition »<sup>2</sup> ? Comment s'invente-t-on de nouvelles logiques combinant débris de l'ancien monde et fragments du nouveau ? Comment les éleveurs bouriates de la steppe d'Aga, en Sibérie méridionale, s'arrangent-ils de la disparition de l'Union Soviétique, de la fin du socialisme et du passage au capitalisme, de la mondialisation... ?

La fin du système socialiste a entraîné, dans le district (*okrug*) d'Aga comme dans d'autres régions de l'ex-URSS, un effondrement global de l'élevage. Entre 1991 et 2000, le nombre d'ovins y est ainsi passé de 771500 à 189000. (Le déclin est moindre pour les bovins, de 98400 têtes à 70900, et pour les chevaux, de 13000 à 10100.) En 1971, le nombre d'ovins était de 786600, et le million de têtes pouvait figurer dans les slogans comme l'horizon statistique à atteindre un soir prochain. Nonobstant les moments noirs de

---

<sup>1</sup> Karl Marx, *Un chapitre inédit du Capital*, Paris, Union générale d'Éditions, 1971

<sup>2</sup> On fait ici référence au concept tel qu'il est défini par Maurice Godelier.

Cf. M. Godelier, « La théorie de la transition chez Marx », *Sociologie et sociétés*, 22-1, 1990, p. 53-81.

la répression, la période soviétique apparaît (aujourd'hui) comme un temps de prospérité collective et individuelle, avec des salaires de berger qui égalaient ceux des professeurs d'université<sup>3</sup>.

La vocation pastorale du territoire (autonome depuis 1937, sujet de la Fédération russe actuellement, lointain successeur de la « douma de la steppe d'Aga » fondée en 1837) n'est pas une invention soviétique. Les cinq espèces indissociables de bétail – chevaux, moutons, chèvres, chameaux, bovins – apparaissent comme les cinq piliers de l'identité traditionnelle (ou de la tradition identitaire : chaque Bouriate d'Aga les énumère comme telles). « Traditionnellement », les ovins auraient représenté la moitié du cheptel, les chevaux 20% et les bovins 20% également. Cependant, l'intégration croissante du territoire dans l'économie russe à partir du début du vingtième siècle, avec une certaine introduction de la viande sur le marché, développe l'intérêt pour les bovins, au point que, à la veille de la première guerre mondiale, leur nombre dépasse celui des ovins. Sous le régime soviétique l'élevage connaît une forte croissance - en 1930 le cheptel est le double de ce qu'il était avant la Révolution. Cette croissance concerne surtout les moutons, avec l'exploitation de la race transbaïkale, fameuse pour sa robustesse et la qualité de sa laine. La seconde guerre mondiale réduit le troupeau de moitié, mais la reprise est rapide, et un maximum est atteint dans les années 1970.

*Kunkur : un village et (toujours) son kolkhoze*

Le bonheur des chiffres ne signifie pas que tout se soit déroulé dans la joie – surtout dans les premières décennies soviétiques. La collectivisation semble avoir été réalisée de manière particulièrement sévère, et le territoire a été l'objet de répressions staliniennes à l'encontre des « koulaks » bouriates. Les premières structures collectives ont été les TOZ (*tovarisestvo po sovmestnoj obrabotke zemli* – association pour le travail en commun de

---

<sup>3</sup> La comparaison vaut peut-être encore de nos jours, mais avec une signification contraire.

la terre), au début des années trente. Pour ce qui correspond aujourd'hui à la localité de *Kunkur*, au sud du district, il existait quatre TOZ, qui sont réunis en 1937 pour former le kolkhoze « Lénine », entraînant du même coup la fondation effective du village. Alors qu'auparavant se dressaient seulement, sur les rives de l'Onon, l'école et deux maisons pour les instituteurs, l'année 1937 voit la construction d'un bâtiment administratif, d'une école maternelle et d'une poste. Il est difficile d'avoir aujourd'hui des informations un tant soit peu précises et concordantes sur ce qui s'est passé à l'époque, sur une éventuelle résistance à la collectivisation et sur la répression subséquente. Il apparaît en tout cas certain qu'il y a eu des déportations, suivies quelquefois de réhabilitations post-staliniennes. Les enfants de « réprimés » ont d'ailleurs souvent fait de brillantes carrières communistes, au moins au niveau local – ce qui ne manque pas de les placer dans une situation psychologique complexe, maintenant que l'histoire a de nouveau changé de lunettes.

La coïncidence de la fondation du village et de la création du kolkhoze relève d'une réalité soviétique générale. Les deux structures étaient de fait indissociables et correspondaient à la même entité sociale. Cependant, la fondation du village n'a pas signifié la fin complète du nomadisme. La vie sous la yourte a perduré dans l'organisation kolkhozienne jusque dans les années soixante, époque à laquelle les Bouriates ont mangé les chameaux.

La collectivisation a été celle du bétail (chaque foyer pouvant seulement garder une vache et deux moutons) et non celle du sol, pour la simple raison que celui-ci n'était pas soumis à la propriété privée. Le pâturage était, dans le système pré-kolkhozien, régi par le droit du premier occupant, ce qui n'était en aucun cas facteur d'anarchie dans la mesure où les parcours, bien sûr, étaient régulés. Le nombre des déplacements annuels était fonction de l'importance des troupeaux, autrement dit de la richesse des éleveurs. Les pauvres se déplaçaient deux fois par an (une fois vers le pâturage d'été, une fois vers celui d'hiver). Les riches se déplaçaient quatre fois, les pâturages de printemps et d'automne s'ajoutant

aux deux précédents. Les très riches bougeaient jusqu'à douze fois, en raison des plus grands besoins en nourriture de leurs troupeaux, et aussi parce qu'ils disposaient de davantage de moyens « techniques » (de chameaux, notamment) pour les déplacements. La taille des groupes formés pour l'occasion dépendait de l'ampleur du mouvement. Ils réunissaient deux ou plusieurs familles apparentées ou « amies »<sup>4</sup>.

Alors que la collectivisation avait été imposée de façon coercitive et brutale, la sédentarisation et l'adoption d'un habitat « en dur » en lieu et place des yourtes traditionnelles se firent de façon progressive. Le développement du village actuel date des années cinquante-soixante, avec la construction massive de maisons destinées aux employés du kolkhoze, à l'exclusion des bergers qui, quant à eux, continuèrent à vivre sur la steppe, généralement avec leur famille, dans des « stations » (*stajanka*) isolées. Ce mode d'occupation de l'espace existe toujours. En principe, un berger a deux *stajanka*, une d'hiver et une, plus légère, pour le pâturage d'été, les deux étant distantes de 20 à 30 kilomètres. Il y a donc encore un mouvement annuel, même si le système tend de plus en plus à se réduire à un seul site.

Le kolkhoze de Kunkur a survécu à l'Union soviétique et au socialisme, dans le contexte de l'effondrement global de l'élevage évoqué précédemment, et parallèlement à un certain mouvement de privatisation des exploitations. Ce maintien de l'ancienne structure collective n'est pas un cas spécifique et constitue même, au contraire, la généralité dans le territoire d'Aga. Alors que celui-ci comptait 39 kolkhozes à l'époque soviétique, il en existe actuellement 30, « qu'on a pu maintenir » (dixit le « ministre de l'agriculture » du district<sup>5</sup>). Et parmi ceux-ci, « 68% sont rentables » (avec les subventions fédérales et territoriales). Commentaire du ministre : « Ici, on ne peut survivre seul ». Il y a donc derrière la pérennité des kolkhozes, sinon du système kolkhozien, une réelle volonté

---

<sup>4</sup> Les informations que nous avons pu recueillir sont imprécises sur ce point, tant pour ce qui concerne la parenté, linéaire ou indifférenciée, que quant à la nature de ces liens amicaux.

<sup>5</sup> Propos recueillis en septembre 2003.

politique - au niveau du territoire autonome bouriate, mais aussi de la part du pouvoir fédéral, sans qui rien ne serait possible et dont les dirigeants du district sont d'ailleurs des partisans ostensibles<sup>6</sup>.

Ainsi, la centralité du kolkhoze dans l'entité villageoise n'est pas fondamentalement remise en cause. Il n'y a d'ailleurs pas eu de changement radical dans l'ordre politique local (pas plus que dans celui du territoire). Ce sont globalement les mêmes hommes qui sont au pouvoir, nonobstant, bien sûr, une certaine relève des générations, et un changement d'allégeance partisane (du PC à « Russie Unie»). Simplement, le lieu du pouvoir s'est déplacé, ou plus exactement il y a eu basculement de l'importance relative des lieux, l'administration locale ayant supplanté la direction du kolkhoze. L'homme fort du village est maintenant le « chef » (élu) de l'administration.

Le kolkhoze de Kunkur élevait en 2001 environ 10000 ovins (contre 30000 « avant »), destinés à la fois à la production de laine et à celle de viande, 700 bovins (pour la viande), 300 chevaux (pour la monte et la viande). La laine est vendue à une entreprise privée d'Ulan Ude, ou, plus exactement, troquée contre de l'essence. Au village se trouvent son bâtiment administratif, certaines activités de production (atelier de tonte, moulin), la logistique (ateliers de mécanique) et deux magasins pour les kolkhoziens (laiterie, boulangerie). Il dispose par ailleurs d'une vingtaine de stajanka sur la steppe (contre une cinquantaine à l'époque soviétique). La division du travail au sein du kolkhoze tend à assigner à chacune d'elles une fonction précise (agnelage, sevrage-embouche, élevage des chevaux, agriculture-fourrage...).

La stajanka de Baïr, chez qui nous avons séjournés durant l'été 2001, est ainsi spécialisée dans l'agnelage. Elle est située à une vingtaine de kilomètres du village, à proximité d'un

---

<sup>6</sup> Le légitimisme vis-à-vis de Moscou et l'identité ethno-religieuse sont les deux piliers du pouvoir régional. Dans le bureau du gouverneur (élu, jusqu'à nouvel ordre, c.à.d. jusqu'à un éventuel changement statutaire du territoire qui pourrait intervenir en 2008) sont accrochés à égale hauteur les portraits de Poutine et du Dalai Lama. En face du palais du gouvernement sont alignées les représentations emblématiques des huit clans bouriates.

étang saumâtre auquel s'abreuve le bétail. Un alignement de poteaux de bois courant sur la steppe amène l'électricité jusqu'aux bâtiments de bois. A l'époque, le berger avait en charge un troupeau de 270 ovins. Il vivait habituellement seul avec un aide, et son fils cadet le rejoignait pendant les vacances scolaires. Sa femme, institutrice, résidait en permanence au village. Baïr n'avait d'autre moyen de déplacement qu'une moto hors d'âge et, hormis le camion du kolkhoze qui venait assurer le ravitaillement en eau, son principal lien avec le monde était la télévision, dont son aide et lui suivaient assidûment les programmes de Moscou. En plus des moutons kolkhoziens, Baïr possédait en propre une vingtaine de vaches et quelques porcs. Il n'avait pas de station d'été et les bêtes pâturaient toute l'année dans les environs. (Le climat relativement sec d'Aga, le faible enneigement et la nature robuste du cheptel permettent de ne pas rentrer systématiquement les bêtes en hiver.)

Après la loi de 1990 sur la privatisation, une dizaine de kolkhoziens ont décidé de sortir de la structure collective et ont reçu leur quote-part en bétail et en matériel. De ce mouvement il ne restait dix ans plus tard qu'une poignée de fermiers privés. (Les autres avaient renoncé et vendu le bétail.) Nima, par exemple, possédait en 2001 un troupeau de 340 moutons, plus deux chevaux et trois vaches. Berger au kolkhoze, il avait décidé en 1990 de « tenter sa chance ». Il avait reçu sa part (*pai*), le bétail et un tracteur, en fonction de critères familiaux (sa mère, sa grand-mère avaient travaillé au kolkhoze), et grâce à des crédits, facilement accessibles à l'époque, il avait racheté sa stajanka pour un million de roubles. Il s'était également vu attribués 400 ha de terre. Le statut en était juridiquement flou, dans l'attente indéfinie d'une loi sur la propriété foncière. Il possédait un « papier officiel », un titre transmissible – même si la terre était inaliénable<sup>7</sup>. Il louait par ailleurs au kolkhoze, pour sa station d'été, 400 autres hectares à 16 km de sa stajanka, sur les lieux mêmes où il estivait du temps où il était kolkhozien. Le déplacement se faisait

début juillet, après la tonte. Sauf pour celle-ci, il n'utilisait pas de main d'oeuvre extra-familiale (il avait une femme et trois enfants...). La production de viande était vendue sur le marché, débitée ou sur pied, la laine envoyée à Krasnoïarsk. Il reconnaissait que « ça ne marchait pas trop » pour lui, mais qu'il travaillait moins que quand il était au kolkhoze.

Baïr et Nima incarnent les deux figures de bergers, les deux types d'éleveurs qui coexistent dans un village comme Kunkur :

- le berger kolkhozien, « salarié » - les guillemets signifiant qu'il est payé plus ou moins régulièrement et généralement en nature. Il n'est propriétaire ni du bétail, sauf éventuellement quelques têtes, ni des bâtiments d'exploitation, ni du logement. Il peut avoir un aide, dont la rémunération tient dans le gîte et le couvert qu'il lui fournit lui-même.

- l'éleveur privé. Ancien kolkhozien, il est propriétaire du bétail et des bâtiments et dispose en propre de pâturages. Il peut salarier de temps à autre des employés (dans des conditions floues), mais il s'appuie essentiellement sur une main d'oeuvre familiale.

A ces deux figures s'ajoute une troisième, sur lequel nous allons avoir l'occasion de revenir : l'éleveur non résident. La stajanka est tenue par un couple d'employés (salariés ou métayers : la différence n'a pas grand sens dans un système où les rémunérations se font largement en nature). Le propriétaire, quant à lui, fait du « business » au village.

Les frontières entre ces différents types ne sont pas étanches. Il peut arriver qu'un éleveur privé ou même un berger kolkhozien gardent des bêtes confiées par des tiers. Et les quelques têtes de bétail possédées personnellement par le berger kolkhozien peuvent être l'amorce d'un véritable troupeau qui le rapproche de l'éleveur privé, le rapprochement étant encore plus étroit si ledit berger agrandit ou complète pour son propre compte les bâtiments qu'il tient du kolkhoze. Ainsi, en 2005, Baïr élevait environ 500 moutons pour le kolkhoze, et en possédait personnellement une cinquantaine. Mais il était en outre

---

<sup>7</sup> Conséquence paradoxale de cette situation : les ex-kolkhoziens qui ont échoué dans leur entreprise

propriétaire d'une cinquantaine de bovins, auxquels s'ajoutait une autre cinquantaine qu'il avait en garde pour des propriétaires privés. Il avait acheté une voiture et sa femme vivait maintenant avec lui sur la stajanka.

Une des raisons de l'échec qu'ont connu la plupart des fermiers privés tient au moment où ils ont quitté le kolkhoze. Durant les premières années qui ont suivi la loi sur la privatisation, le crédit est resté relativement peu cher, avant que la situation ne s'inverse et que la Russie n'entre dans une période d'inflation galopante. Seuls ont réussi ceux qui avaient été assez rapides pour profiter de la conjoncture financière favorable. Et parmi eux quelques « entrepreneurs » ont pu émerger sur la base de l'agriculture-élevage, devenant les éleveurs « businessmen » évoqués précédemment.

A côté des circonstances financières, l'autre facteur de cette émergence a été l'utilisation de la proximité de la frontière chinoise pour développer une activité opportuniste (le « business »). Il y eut d'abord le trafic de ferraille venant des ruines d'infrastructures kolkhoziennes. Cette exploitation fut interdite au bout de quelques années. Il y a eu ensuite la coupe de « bois brûlé », transporté et commercialisé en Chine. Cette activité, qui a perduré jusqu'aujourd'hui, est liée aux incendies qui ravagent régulièrement, et notamment les années de sécheresse, la forêt sibérienne. L'entrepreneur obtient de l'administration des forêts un lot sur lequel, durant l'hiver, il coupe les fûts atteints par les flammes, embauchant pour l'occasion une main d'œuvre saisonnière, généralement russe. Il les transporte en Chine, dans la ville frontalière de Mandjouli, où il traite avec un partenaire chinois (qui est toujours le même). Il possède pour ce faire deux ou trois camions, dont la conduite est le plus souvent confiée à des membres de la famille. L'entreprise elle-même peut se constituer comme une association familiale, entre frères, ou entre beau-père et gendre, par exemple, chacun apportant son ou ses véhicules. Le bois est généralement transporté et vendu brut. En 2002, cependant, deux frères ont

---

ont vendu le bétail, mais ont gardé la terre.

monté une scierie, qu'une équipe d'ouvriers chinois a installée et fait fonctionner la première année, pour débiter leur coupe en planches. Le succès a été mitigé, le matériel étant fréquemment mis en panne pour raisons techniques, ou par manque d'intérêt de la part des acheteurs chinois. La scierie s'est toutefois plus ou moins pérennisée. Les ouvriers chinois ont formé des ouvriers russes, et la construction de *banya*<sup>8</sup> et autres bâtisses assurent dans le village même un petit débouché pour le bois en planches, ce qui procure à ces ouvriers russes une occupation occasionnelle.

L'activité liée à l'exploitation du bois brûlé semble actuellement connaître une double évolution. D'une part, elle se banalise et se généralise. Plusieurs villageois ont au cours des trois ou quatre dernières années quitté leur emploi au kolkhoze et acheté un camion pour s'y consacrer. Ceci apparaît lié à une certaine amélioration de la situation économique et à un retour du crédit à des taux relativement raisonnables d'environ 20% par an<sup>9</sup>. Mais, d'autre part, ses initiateurs, ces éleveurs-entrepreneurs qui les premiers se sont saisi de l'opportunité, prennent à son égard une certaine distance. Ils n'hésitent pas à l'abandonner temporairement, en fonction des circonstances (baisse des prix, mauvaises conditions météorologiques pour le travail en forêt...). Ils sont conscients que la ressource des incendies de forêt pourra un jour se tarir et envisagent un redéploiement de leur activité de transporteur. Mais, dans le même temps, ils investissent dans l'achat de nouveaux véhicules et continuent à acheter des coupes, y compris, désormais, en participant aux enchères pour le bois non brûlé.

En tout état de cause, le commerce du bois constitue pour eux, fondamentalement, une activité secondaire, la base de l'économie domestique restant l'agriculture et, toujours et surtout, l'élevage. Secondaire ne signifie pas, en l'occurrence, sans importance – au contraire, pourrait-on dire. C'est l'absence de nécessité, en effet, qui ouvre la possibilité

---

<sup>8</sup> Litt. bain. Sorte de sauna très prisé en Russie et prenant dans les villages la forme d'une cabane de bois installée au bout des jardins.

<sup>9</sup> En 2005.

d'accumulation (« primitive ») du capital. Cette accumulation se fait sur un mode opportuniste, aujourd'hui en exploitant l'occasion des incendies de forêt, hier celle de la déshérence des infrastructures collectives, demain, peut-être, une nouvelle route entre Vladivostok et l'Asie centrale. Le fond commun de ces activités conjoncturelles est le transport. L'achat de camions est l'acte stratégique déterminant. Les dominants (au niveau du village comme au sein de la parenté) sont les propriétaires de camions. Ou, plus exactement, ceux qui ont acheté des camions au meilleur moment – c'est-à-dire au plus tôt. On notera, à cet égard, la suprématie locale des Bouriates sur les Russes, en ce domaine comme dans celui de l'agriculture et de l'élevage.

Si accumulation primitive du capital il y a, quelle peut en être la finalité ? Tend-elle au développement de grandes fermes privées de type ranch ? Va-t-on vers la constitution de véritables entreprises industrielles et commerciales ? Le champ d'action capitaliste va-t-il sortir de l'espace local, voire régional ? La réponse, évidemment, n'est pas à chercher à l'intérieur du cadre villageois et dépend largement du contexte économique et de son évolution. Les limites que pose présentement la situation locale à l'utilisation et donc au développement de l'embryon de capital accumulé sont cependant manifestes. Elles tiennent notamment à l'absence dans l'environnement immédiat, c'est-à-dire au niveau d'Agá, d'une économie monétaire et d'un marché d'une ampleur suffisante pour stimuler la production. Par ailleurs, le manque d'attractivité du cadre de vie pour des jeunes dotés d'un certain pouvoir de consommation et d'éducation n'est pas favorable à l'émergence d'entreprises familiales pérennes au delà d'une génération. Il faut cependant noter le développement spectaculaire, ces dernières années, des équipements collectifs de la ville d'Aginskoïe, qui constitue peut-être une réponse du pouvoir régional (en l'occurrence, celui du territoire autonome) à ce problème.

*Tchelutaï : un élevage atomisé par la privatisation*

Si la plupart des kolkhozes du territoire d'Aga ont survécu à la disparition de l'Union Soviétique, un certain nombre n'ont pas été « maintenus », pour reprendre l'expression du ministre cité ci-dessus. Tel est le cas du village de Tchelutaï, à une vingtaine de kilomètres d'Aginskoïe. Le kolkhoze a été officiellement et juridiquement liquidé en 2003, mais il avait été de fait démantelé depuis une dizaine d'années, dans des conditions parfaitement troubles. Au début des années quatre-vingt-dix, suite à la loi sur la privatisation, 36 kolkhoziens sont sortis et ont pris leur part de terre (24,6 ha par membre de famille de plus de 16 ans), entérinée par un titre de propriété en bonne et due forme. La situation actuelle des exploitations est des plus confuses, avec deux statuts officiels et un état hors-statut tout aussi officiel. Il y a les « exploitations agricoles (fermes) » (*krestianskie (fermerskie) khoziajestva*), au nombre de 19, les « exploitations personnelles », ou « domestiques » (*litchnje podsobnje khoziajestva*), officiellement au nombre de 14, plus un nombre indéterminé, mais incontestablement supérieur à celui des deux catégories précédentes, d'exploitations domestiques non déclarées. En fait, quel que soit leur statut, toutes sont des exploitations d'élevage, une seule ayant une activité agricole non marginale (vouée d'ailleurs essentiellement à l'avoine, c'est-à-dire à l'alimentation du bétail). Les déclarations officielles ne concernent guère que les débuts de la privatisation et correspondent aux prises de terre de cette période. Elles sont liées à la possibilité d'obtenir des crédits d'une « association de fermiers » qui avait été créée à la fin des années quatre-vingt à Aginskoïe (cf. *infra*) et qui a ensuite disparu. La distinction entre « fermes » et « exploitations personnelles » n'est pas très claire, dans la mesure où l'inscription dans la deuxième catégorie peut cacher une association entre parents qui ne cohabitent pas.

La grande majorité des éleveurs, on l'a dit, ne sont pas enregistrés. Bien que le kolkhoze ait été officiellement liquidé, la plus grande partie de ses terres n'ont pas été

juridiquement réaffectées. Sous la responsabilité de principe de l'administration locale, elles sont utilisables par les villageois comme pâturages et prairies de fauche. Chacun sait où se trouve la surface qu'il peut exploiter, l'attribution reproduisant par accord tacite la situation du temps du kolkhoze, selon une sorte de droit du premier occupant que, d'après le maire, personne n'ira remettre en cause.

Le plus gros éleveur de Tchelutaï est un ancien député du district (par ailleurs ancien adjoint au président du *sel soviet*<sup>10</sup>), qui dit avoir abandonné la politique lorsqu'il est devenu fermier. Il semble cependant avoir conservé des accointances dans le monde politique à un niveau élevé, étant notamment lié au maire de Moscou. Sa notoriété, qui dépasse largement le cadre local, lui vient de son statut de chamane. On vient le consulter de tout le territoire et la cour de sa stajanka, à une dizaine de kilomètres du village, ne désemplit pas<sup>11</sup>. Son exploitation compte environ 200 moutons et une centaine de bovins. Mais c'est l'élevage de chevaux de course qui constitue sa principale activité, avec une centaine de têtes. Il a fondé sur sa stajanka une école de jockeys, avec en permanence, selon ses dires, six ou sept élèves, et il est lui-même jockey et entraîneur. Il est le seul exploitant du village à avoir développé une production agricole (avoine). Non loin de la stajanka, en bordure de la route Tchita-Aginskoïe, il a construit un café, où il dit employer dix personnes. Sur l'exploitation elle-même travaillent six ou sept personnes, frères, sœurs, parents..., rien que la famille (selon lui, mais cette affirmation semble sujette à caution).

Une autre exploitation importante est celle de Kim Ts., resté sur la stajanka où il était berger au temps du kolkhoze, à 6 kilomètres du village. Elle compte 400 moutons, 50

---

<sup>10</sup> Litt. Conseil villageois. Sorte de conseil municipal, élu et élisant lui-même son président. Il est à noter que celui-ci n'est pas le chef de l'exécutif villageois. Le maire (officiellement le « chef de l'administration » - *glava administratsii* -) est élu par la population au suffrage direct.

<sup>11</sup> Sa notoriété de chamane et la révérence, sinon la crainte, qu'il inspire à ce titre ne sont sans doute pas étrangères à sa position politique et économique. Il semble d'ailleurs volontiers jouer de la confusion de ses différents statuts, comme j'ai pu le constater lors d'une rencontre que j'ai eue avec lui au motif

bovins (dont 20 vaches laitières), 20 chevaux (de trait), sur 400 ha de terres (pâturages et prés enclos). Kim a essayé de cultiver blé et avoine, mais il a renoncé au bout de deux ans, estimant que ce n'était pas rentable : il fallait embaucher des ouvriers et louer les machines. La main d'œuvre est uniquement familiale. Tous les fils aident à l'exploitation, à temps partiel, car ils sont par ailleurs fonctionnaires à Aginskoïe. Leur contribution constitue néanmoins une force de travail considérable, puisqu'ils sont au nombre de sept. L'exploitation a été officiellement mise au nom des deux plus jeunes fils. La terre a été acquise lors de l'application de la loi de privatisation, en additionnant tous les quotas personnels de la famille.

Les exploitations déclarées, dont les deux cas évoqués ici figurent parmi les plus grosses, sont, d'une manière générale, plus importantes que les élevages non déclarés. Ceux-ci correspondent cependant à des situations assez diverses, avec des troupeaux dont la taille va de deux ou trois bêtes (la majorité) à quelques dizaines de têtes. Par exemple, l'exploitation de Tsimendji B. compte 20 bovins (3 vaches laitières et 17 génisses), 60 moutons et 3 porcs. Elle est située à l'emplacement de l'ancienne porcherie du kolkhoze. Tsimendji s'était installée ici avec son mari (aujourd'hui décédé) au moment de leur retraite pour assurer la garde des porcs. Après la disparition du kolkhoze, ils sont restés sur place et ont continué à disposer de la terre alentour comme pré de fauche (enclos). Ils vivaient à l'époque avec un de leur fils, vétérinaire, aujourd'hui décédé. Un des quatre autres fils réside au village, un autre à Aginskoïe, les deux autres et la fille (mariée) reviennent durant les vacances. Tous ont une profession et tous aident sur l'exploitation. (Selon un informateur extérieur, un villageois non apparenté serait également employé plus ou moins régulièrement pour divers travaux.)

Quelles que soient par ailleurs leur occupation (ou leur manque d'occupation) et leurs ressources (ou leur manque de ressources), pratiquement tous les villageois possèdent au

---

de discuter des questions d'élevage. Il a très rapidement fait glisser la conversation sur le terrain

moins deux ou trois vaches, auxquels s'ajoutent souvent quelques moutons et un ou deux porcs. Les moutons sont confiés pour l'été, contre rétribution, à une stajanka tenue par des parent ou des amis. Les vaches pâturent librement aux alentours immédiats du village, voire dans le village même. Elles y forment dans la journée un troupeau d'une ou deux centaines de têtes et rentrent la nuit dans leurs foyer respectifs. (Il est à noter que Kim Ts.- cf. *supra* -, bien que vivant sur une stajanka, laisse en été ses bovins se joindre à ce troupeau, « logés » la nuit par un de ses fils. De même, ses chevaux rejoignent leurs congénères qui pâturent également dans le village.) La fréquentation du troupeau permet à chaque vache, en principe, de bénéficier des services désintéressés du taureau municipal. Sur les 500 roubles de prime que touchent les villageois pour la naissance de chaque veau, 60 sont retenus par l'administration locale pour financer ledit taureau. Les bovins sont vendus, sur pied ou abattus, lorsque le besoin de liquidités se fait ressentir au foyer. Les moutons sont destinés à l'autoconsommation.

La production domestique constitue, aux dires de l'ensemble des villageois, leur principale ressource, y compris pour ceux qui ont un « business » par ailleurs. Les deux magasins privés qui existent à côté du magasin public sont tenus par deux veuves qui semblent en grande difficulté, notamment en raison des problèmes de paiement de leur clientèle. L'activité principale, hors l'élevage, est le transport, notamment le transport de bois. Cela est notamment lié à l'existence sur le territoire de Tchelutaï d'une forêt d'Etat. Les villageois peuvent obtenir des coupes de bois (brûlé ou non), avec l'autorisation de le revendre en bois de chauffage. C'est ce que font, notamment à Aginskoïe, ceux qui possèdent un camion. Certains voyagent à plus long cours, en allant chercher le bois hors du village, jusqu'au delà de la rivière Onon, pour le livrer en Chine, à Mandjouli. Les villageois qui pratiquent ces déplacements se limitent généralement à leur activité de transport, sans intervenir dans la coupe, ni dans la commercialisation, ni dans les

---

chamanique, en tentant de m'impliquer sur un plan personnel dans l'échange.

formalités administratives, assurées par un « déclarant ». Ils peuvent également, bien que plus rarement, transporter de la ferraille vers la Chine et des matériaux de construction (au retour). Tout cela, cependant, reste à un niveau modeste. Les déplacements ne se font guère qu'en hiver, une ou deux fois par semaine au maximum pour les plus courts, et chaque transporteur ne possède qu'un camion, généralement hors d'âge et nécessitant de fréquentes réparations pouvant l'immobiliser jusqu'à un mois. Une autre activité en faveur à Tchelutaï est celle de « fourmi », c'est-à-dire de micro-importateur de produits chinois, principalement habits et jouets, achetés à des commerçants de Mandjouli. Un business dérivé est la « navette de fourmis », qui consiste à emmener en minibus jusqu'à la frontière une demi-douzaine de villageois et à les ramener le lendemain, emplettes faites. Les voyages se font au rythme d'environ deux par mois.

On ne peut donc parler de l'émergence d'une véritable activité entrepreneuriale, ni, moins encore, d'une accumulation significative de capital. Le bétail constitue pour le village et pour chacun la ressource essentielle, alors que l'agriculture est presque totalement absente. A l'exception d'une exploitation importante et de quelques autres qui sont apparemment solides (tout en restant fondées sur une main d'œuvre exclusivement familiale), le constat est celui de l'émiettement complet d'un élevage dépourvu de tout repère statutaire. S'il n'existe pas de statistiques quant aux exploitations non déclarées, il est certain que cet émiettement s'est accompagné, au moins pour les bovins, d'un effondrement global du cheptel par rapport à ce qu'il en était lorsque le kolkhoze fonctionnait. La disparition de l'agriculture apparaît également liée à la disparition du kolkhoze. Même si l'élevage a toujours constitué l'activité principale et la première source de revenus, la culture céréalière occupait une place non négligeable jusque dans les années 1990. Une superficie de 350 hectares était consacrée à la production de blé et d'avoine. Et, surtout, le kolkhoze était en pointe pour la sélection et la préparation de semences, auxquelles 18 hectares étaient consacrés. De cela il n'est rien resté. Et les quelques

tentatives pour développer ensuite un minimum d'activité agricole privée se sont soldées par un échec, y compris pour le villageois qui était au kolkhoze chef d'équipe dans la section des semences et qui en avait « récupéré » le terrain<sup>12</sup>.

### *Kolkhoze, privatisation et liens personnels*

Le bilan économique global des années post-soviétiques est donc des plus contrastés dans les deux villages, tant pour ce qui concerne l'élevage que l'agriculture, tant quant à la constitution d'exploitations privées que quant à l'émergence d'une activité entrepreneuriale et à une accumulation capitaliste. Evidemment, le sort fait à l'institution kolkhozienne ici et là n'est pas étranger à ce constat. Nous avons vu précédemment que la survie des kolkhozes dans la plupart des villages d'Aga était liée à une détermination politique. Il apparaît de même que la mort de celui de Tchelutaï a été politiquement décidée. Dès avant les années 1990 et la loi sur la privatisation, la création à Aginskoïe d'une association de « fermiers-paysans » - dont le président était originaire de Tchelutaï - manifestait une volonté de promouvoir un nouveau type d'exploitation et une nouvelle classe rurale. Cette association offrait à ses membres la possibilité d'obtenir des prêts pour investissement, possibilité qui fut largement utilisée au début des années quatre-vingt-dix par les kolkhoziens quittant l'exploitation collective pour se mettre à leur compte. Il semble que ces départs ne se soient pas effectués sans tiraillements. Mais, au bout du compte, les nouveaux fermiers privés obtinrent les meilleures terres du kolkhoze. Déjà affaibli de la sorte, celui-ci vit par ailleurs ses subventions coupées, notamment pour son importante ferme laitière, qui ne s'en releva pas. La fermeture de celle-ci marqua le commencement de la fin<sup>13</sup>. Les bovins, puis tout le bétail, puis les équipements matériels,

---

<sup>12</sup> La sécheresse récurrente des premières années 2000 n'a certes pas favorisé ces tentatives.

<sup>13</sup> Comment interpréter la mort programmée du kolkhoze de Tchelutaï, contrastant avec la politique pratiquée par ailleurs en la matière au niveau de l'okrug ? Dans un système politique tel que celui d'Aga, il est bien évident que cela n'a pu se faire à l'encontre des autorités territoriales. La proximité du chef-lieu peut faire penser à une expérience, dont il n'est pas certain que le résultat espéré ait été identique

puis les biens immobiliers (i.e. les maisons kolkhoziennes) furent appropriés par les villageois (ou par certains d'entre eux) dans des conditions « opaques ». Certaines machines furent purement et simplement abandonnées dans les champs ou allèrent alimenter le trafic de ferraille.

Contrairement aux espoirs des activistes de la privatisation, la liquidation des structures collectives n'a pas entraîné leur relève par une nouvelle classe d'agriculteurs-éleveurs. L'insuccès de la formule des exploitations privées (« fermières ») était inscrit dans un certain nombre de circonstances objectives – faiblesse du marché, absence d'industries de transformation, bas niveau des prix agricoles face au coût de l'équipement technique et de l'énergie. Les tentatives subséquentes de créer de petites coopératives ne rencontrèrent pas d'écho. Le mode d'exploitation dominant devint ainsi, comme on l'a vu, le micro-élevage domestique, éventuellement appuyé sur une activité annexe (vente de bois de chauffage essentiellement). Le matériel utilisé provient du dépeçage du kolkhoze, et les villageois qui n'ont rien réussi à obtenir se trouvent dans une situation difficile.

Les conditions de vie à Tchelutaï échappent par nature à toute mise en statistiques, mais il est certain que de nombreuses familles seraient classés sous le seuil de pauvreté. Une indication en ce sens figure dans les listes de débiteurs tenues (sans garantie de règlement rapide) par les magasins privés. Bien que le village soit proche de la ville chef-lieu, sa population décroît rapidement : en une quinzaine d'années, elle est passée de plus de 1100 habitants à moins de 800. Ce sont les quelques familles russes venues comme *periseleniets*<sup>14</sup> dans les années soixante soixante-dix qui sont le plus en difficulté, vivant parfois dans une misère digne des romans populistes du dix-neuvième siècle. Par exemple,

---

pour les uns et pour les autres. On peut également faire l'hypothèse (non contradictoire) qu'un changement est ensuite intervenu, sinon au sein du pouvoir, du moins parmi les hommes d'influence à Aginskoïe. On notera à cet égard que le « ministre » de l'élevage et de l'agriculture de l'okrug a été nommé après s'être illustré comme directeur du kolkhoze de Kunkur dans les difficiles années quatre-vingt-dix.

<sup>14</sup> Citadins envoyés dans les villages de la périphérie soviétique contre la promesse d'un emploi, d'un logement et d'une (petite) subvention.

Sacha B., retraité, vit avec sa femme, sa fille, veuve et sans travail, et ses cinq petits-enfants (dont une fillette handicapée) dans une pièce de 9 mètres carrés, la seule habitable d'une maison quasi en ruine.

Dans ce contexte, le secteur public apparaît comme une source majeure d'emplois et de revenus, avec une administration locale et une « maison de la culture » aux effectifs relativement pléthoriques. (La proximité sociale et/ou familiale des détenteurs du pouvoir local, et notamment du maire, constitue à cet égard une ressource essentielle - comme cela fut le cas, selon des informateurs, lors de la répartition des dépouilles du kolkhoze.) Les pensions des retraités, « travailleurs pour la victoire » et autres « vétérans du travail », maintenant versées assez régulièrement, assurent par ailleurs à une partie des villageois un minimum de sécurité. Pour le reste, Tchelutaï bénéficie des liens de clientélisme politique, voire des liens personnels, entre l'okrug d'Aga et certaines personnalités nationales. La bienveillance du maire de Moscou, Loujkov, dont nous avons déjà évoqué la relation avec le principal éleveur (et chamane) du village, s'est ainsi concrétisée par le don d'un autobus pour l'école. Le célèbre chanteur Kopzon, par ailleurs homme d'affaires versé notamment dans le « business » pharmaceutique, occupe le siège de député d'Aga au parlement fédéral. Les familles nécessiteuses du territoire, et celles de Tchelutaï en particulier, sont généreusement approvisionnées en médicaments et aliments pour bébés...

La situation de ce village sans kolkhoze invite à revenir sur celle de Kunkur, et sur la fonction, ou les fonctions, qu'y remplit, précisément, son kolkhoze. En maintenant un certain emploi et une certaine production, celui-ci assure aux villageois - ou du moins à une grande partie d'entre eux : 230 employés et leurs familles, sur une population de 1100 personnes - un niveau minimal de subsistance. Les kolkhoziens sont rémunérés pour l'essentiel en nature (farine, blé, lait et produits laitiers). Cette fonction nourricière de l'entreprise collective apparaît fondamentale, en regard de Tchelutaï et si l'on considère, à

Kunkur même, la difficulté qu'ont certains villageois l'ayant quittée dans les années 1990 à simplement assurer leur subsistance. Par ailleurs, le kolkhoze constitue un point d'appui pour le développement de l'activité privée. Il le fait d'abord par défaut, en évitant de la concurrencer. Il a ainsi délibérément abandonné le magasin général qu'il tenait au centre du village, laissant le champ libre aux petits magasins privés que des villageois ont ouverts aux quatre coins de la localité durant ces dernières années. Ensuite, il est susceptible de fournir une aide plus ou moins gracieuse (ou occulte) à certains entrepreneurs privés, par exemple en mettant des locaux ou des terrains à leur disposition. Le flou qui semble entourer le statut et l'usage de certains biens collectifs (Sont-ils propriété du kolkhoze ou du village ? Qui décide de leur utilisation?... ) facilite ce genre de pratiques, où le pouvoir effectif du chef de l'administration apparaît déterminant. Enfin, l'agro-pastoralisme privé lui-même peut s'appuyer sur le kolkhoze pour se développer. Celui-ci met à sa disposition, en location, les moyens mécaniques dont il a ponctuellement besoin, éventuellement en fournissant aussi le machiniste. Il peut lui louer de la terre. Il peut prendre en garde son bétail sur une de ses stajanka (l'éleveur payant le kolkhoze en fourrage, ou en laissant la laine – si son prix sur le marché n'est pas intéressant... - et rétribuant directement le berger, qui est souvent un parent). Cette « porosité » du gardiennage apparaît comme une dimension essentielle de l'élevage privé. Certains bergers en viennent à garder et même à posséder en propre un troupeau privé d'une taille au moins comparable à celui qu'ils gardent pour le kolkhoze. A la limite, la stajanka kolkhozienne ne se distingue plus de la ferme privée que par le statut officiel, et sans effet réel, du foncier.

\*

Cette perspective « à la limite » nous ramène à la problématique de la *transition* et de la *subsumption formelle* que nous avons évoquée en introduction. Nous nous trouvons bien face à des logiques de transition, c'est-à-dire des logiques relevant d'un véritable changement de système, avec un processus de recombinaison combinant de façon

originale des éléments provenant de l'ancien système et des éléments extérieurs<sup>15</sup>. Dans ce processus, des réalités relevant de l'économie privée sinon capitaliste se développent au sein de structures formellement collectivistes, elles-mêmes comprises dans une globalité formellement capitaliste, alors que, à l'inverse, on peut voir une collectivité totalement soumise aux lois formelles de la privatisation et du marché ne survivre que par l'activation de réseaux sociaux permettant de capter des fonds publics ou exogènes.

Deux hypothèses alternatives peuvent être faites quant au sens de la « transition » telle qu'elle se vit dans un village comme Kunkur et quant au rôle qu'y joue le kolkhoze : 1. Le village évolue vers une économie mixte articulant production collective (essentiellement animale) et secteur privé (agriculture-élevage et entreprises tertiaires); ou 2. Le maintien du kolkhoze tend à assurer une transition « douce » (c'est-à-dire aussi douce que possible) vers une économie totalement privée. L'état actuel des choses et des observations ne permet pas maintenant de les départager. Il n'est d'ailleurs pas certain que l'opération soit vraiment pertinente, dans la mesure où elle ne prend sens que dans le long terme – et où à long terme, comme l'a remarqué Keynes, « nous serons tous morts ». Le maintien du kolkhoze apparaît à la fois comme la pierre angulaire et comme une métaphore de la transition. L'opinion des acteurs locaux (ou d'une partie éminente d'entre eux) est qu'il convient d'aller vers l'entreprise privée et le capitalisme, qu'il faut changer les mentalités, responsabiliser les individus, etc., mais que, en tout état de cause, la fermeture des

---

<sup>15</sup> L'utilisation du terme de *transition* n'implique pas que l'issue soit connue ou définissable à l'avance – ni a fortiori qu'il s'agisse d'une transition du socialisme au capitalisme. Sur les différentes acceptions du terme et sur les différentes approches théoriques, celles qui mettent l'accent sur les notions de système et de rupture, sans jugement de valeur, et celles qui sont portées par les notions de modernité et de progrès, cf. *Sociologie et sociétés*, 22-1, 1990, en particulier Jacques Hamel et Mohammed Sfia, « Sur la transition », p. 5-14.

Pour une critique de la *transitologie* post-socialiste concevant la transition comme un passage univoque du socialisme au marché et du totalitarisme à la démocratie, cf Michael Burawoy et Katherine Verdery, *Uncertain Transition. Ethnographies of Change in the Postsocialist World*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, 1999, en particulier, « Introduction », p. 1-19. Pour le cas spécifique des zones périphériques de la Fédération de Russie, et notamment de la Bouriatie, cf. Caroline Humphrey, « Traders, 'Disorder' and Citizenship Regimes in Provincial Russia », *ibid.* p.19-52.

kolkhozes est actuellement inenvisageable, car le peuple (« narod ») n'en voudrait pas et « ici, on ne peut survivre seul » (cf. *supra*).

Quelles que soient les représentations du long terme et dans tous les cas, volonté globale ou expérience ponctuelle, réussite relative ou échec total, les processus de transition sur le territoire d'Aga se caractérisent par un « encastrement » (*embeddedness*)<sup>16</sup> de l'économique dans le politique, quand ce n'est pas, localement, dans la parenté. Si, avec la disparition de l'Union soviétique, le primat des organisations politiques a cessé d'être institutionnalisé, l'assujettissement de l'économie aux autres institutions, paradoxalement, en est sorti renforcé.

---

<sup>16</sup> Pour reprendre le concept de Polanyi.

Cf. Karl Polanyi et Conrad Arensberg, *Les systèmes économiques dans l'histoire et dans la théorie*, Paris, Larousse, 1975 (titre original, *Trade and Market in the Early Empires. Economies in History and Theory*, 1957),

Karl Polanyi, *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 1983 (version originale en anglais : 1944).